

Le Luxembourg a son agence spatiale

Avec le lancement hier de la Luxembourg Space Agency (LSA), le Grand-Duché est arrivé à faire du spatial un nouvel axe de diversification économique.

Il y a un peu plus de deux ans, le 3 février 2016, le gouvernement luxembourgeois annonçait officiellement sa volonté de «positionner le pays en tant que pôle européen de l'exploration et de l'utilisation de ressources spatiales». Autrement dit, faire du Grand-Duché un lieu qui compte quand on parle d'espace et de «new space». Hier, le dernier jalon de cette stratégie spatiale a été posé avec le lancement de la Luxembourg Space Agency (LSA).

De notre journaliste
Jeremy Zabatta

Avec le lancement de son agence spatiale, le Luxembourg occupe désormais une place de choix sur l'orbite du secteur spatial et de son industrie du «new space».

Hier, Étienne Schneider, ministre de l'Économie et surtout soutien politique de premier plan – pour ne pas dire l'initiateur de cette stratégie économique axée autour du secteur spatial –, a officiellement mis la Luxembourg Space Agency (LSA) sur les rails. «Cette nouvelle structure, qui sera sous le giron du ministère de l'Économie, n'aura pas les mêmes missions que des agences traditionnelles comme la NASA ou l'ESA, qui elles, explorent scientifiquement l'espace. La LSA aura un rôle à jouer au niveau du développement économique du secteur spatial luxembourgeois et de son industrie, a expliqué le ministre lors d'une conférence de presse au Mudam, un peu avant la cérémonie officielle du lancement de l'agence. L'intention première est de faire de cette agence une structure autonome, même si elle reste sous l'autorité du ministère de l'Économie. J'ai tout mis en place pour que la LSA fonctionne quels que soient les résultats des législatives.»

On l'aura compris, le but de la LSA n'est pas d'envoyer une fusée habitée sur Mars, mais bien d'aider les entreprises du secteur spatial à se développer. Pour cela, l'Agence spatiale luxembourgeoise, qui emploie douze personnes, va se doter d'un fonds d'investissement afin d'attirer des entreprises au Grand-Duché et de les soutenir. «Nous présenterons ce fonds d'investissement d'ici deux semaines. Il s'agira d'un partenariat public-privé de 100 millions d'euros, dont 30 % seront couverts par l'État afin de développer le secteur spatial au Luxembourg,

Il va également de soi que le but de ce fonds, en plus de soutenir un secteur, est d'être rentable tout en attirant des entreprises à haute valeur ajoutée sur le sol luxembourgeois», a précisé Étienne Schneider.

Actuellement, le secteur spatial luxembourgeois compte une vingtaine de sociétés actives représentant près de 2 % du PIB, notamment grâce à la présence d'un géant, en l'occurrence la Société européenne des satellites (SES). «Trois nouvelles entreprises vont bientôt annoncer leur arrivée au Luxembourg et 15 entreprises sont sur le point de prendre une décision, preuve d'une demande énorme pour venir s'installer au Grand-Duché», a déclaré Étienne Schneider.

Un nouvel axe de diversification

Après une première grande étape en juillet 2017, avec l'adoption d'une loi garantissant aux entreprises spatiales la pleine propriété des minerais spatiaux qu'elles pourraient ramener sur Terre, le lancement de la LSA représente le début d'un nouvel axe de diversification économique, au même titre que les TIC, le maritime, l'automotive ou encore la logistique. Avec une enveloppe de 200 millions d'euros pour mettre sur pied sa stratégie spatiale, dont 40 millions d'euros ont déjà été investis dans des entreprises comme Planetary Resources et divers projets spatiaux depuis 2016. Le montant de cette enveloppe a souvent été critiqué, mais Étienne Schneider explique :

«Nous avons des projets concrets pour les années à venir avec cette enveloppe qui est limitée à 200 millions d'euros depuis le début car nous pensons que ce sera le secteur privé qui prendra la relève par la suite. Avec cette enveloppe, nous voyons déjà les résultats positifs de notre initiative

avec la venue de plusieurs entreprises.»

Le ministre va même plus loin en comparant le milliard d'euros dépensé par le Luxembourg en infra-



La Luxembourg Space Agency a déjà signé douze partenariats nationaux.



structure pour développer son secteur logistique et attirer des entreprises avec les 200 millions d'euros (dont seulement 40 millions ont été dépensés pour le moment) dédié au développement du secteur spatial luxembourgeois.

Un bon deal

«Je pense que le deal est bon, surtout quand on voit que 20 entreprises se sont déjà installées au Luxembourg, qu'une quinzaine sont en approche et qu'environ 150 entreprises ont pris des renseignements avec nos services. Je pense que nous sommes dans la bonne direction surtout que cette industrie spatiale que nous sommes en train de mettre en place est une industrie à haute valeur ajoutée, chose que l'on ne peut pas toujours dire dans le secteur de la logistique.»

À la tête de la LSA, le ministre a nommé Marc Serres qui a souligné que «l'agence s'acquittera de sa mission par l'intermédiaire d'un réseau de partenaires nationaux

apportant les compétences, l'expertise et les capacités de l'Agence spatiale luxembourgeoise pour répondre à tous les besoins des entrepreneurs de l'industrie spatiale. Cette stratégie fondée sur des partenariats multipartites est conçue pour créer un écosystème attrayant et favorable permettant aux entreprises spatiales de croître et de prospérer.»

Au niveau européen, le directeur général de l'ESA, Jan Wörner, a dé-

claré dans un communiqué : «Je félicite le Luxembourg pour cette étape très importante de son histoire spatiale. Avec son large éventail de services et d'expertise, l'ESA poursuit sa forte coopération avec le Grand-Duché. La collaboration entre l'Agence spatiale luxembourgeoise et l'ESA peut constituer une très bonne opportunité pour l'Europe en mettant en commun nos capacités dans un réseau d'agences spatiales qui incarne l'idéal européen dans l'espace.»

12 LE CHIFFRE

À peine lancée, la Luxembourg Space Agency (LSA) a déjà noué pas moins de douze partenariats avec divers acteurs luxembourgeois afin de créer un réseau et un écosystème pour développer le secteur spatial dont la Chambre du commerce, l'Adem, le GLAE (groupe d'industriel actif dans le secteur de l'aérospatial), l'IPIL, le Luxembourg Science Center, Luxinnovation, le FNR, SES, la SNCI, le Technoport, l'université du Luxembourg et le Luxembourg Space Tech Angels.

À noter que la LSA est organisée en deux départements : le «département économique» confié à Patricia Conti et le «département relations internationales et spaceresources» confié à Mathias Link.

Serres à la tête de la LSA

Marc Serres devient le premier directeur de l'Agence spatiale luxembourgeoise (LSA). Ce Luxembourgeois de 46 ans a un diplôme d'ingénieur civil dans le domaine des télécommunications qu'il a obtenu à l'université catholique de Louvain (Belgique). Il a également un doctorat en optoélectronique.

Après ses études, il commence son parcours professionnel au sein de la société Hitec basée au Luxembourg avant d'entrer en 2005 au sein de la fonction publique en supervisant des programmes de recherches de l'Agence spatiale européenne (ESA) au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Début 2014, Marc Serres entre au ministère de l'Économie pour prendre en charge les affaires spatiales. En mars dernier, il est élu vice-président du conseil de l'ESA.



Photo : sip

Un «master space» à l'Uni.lu

L'université du Luxembourg ouvrira un master dédié au secteur spatial à la rentrée 2019.

Dans la foulée du lancement de l'Agence spatiale luxembourgeoise, le ministre de l'Économie, Étienne Schneider, a signé un partenariat avec l'université du Luxembourg débouchant sur l'ouverture d'un «master space» à la rentrée 2019.

«Ce sera un master unique et complémentaire à ce qui se fait ailleurs sur le marché. Ce master va s'adresser à des profils d'étudiants très intéressants, ayant déjà une solide formation en science ou en génie, et leur permettra d'aborder, entre autres, le monde des affaires ou

encore de la gestion de projets», a expliqué brièvement Stéphane Pallage, recteur de l'université du Luxembourg. Autre particularité de ce master, le dernier semestre du cursus se fera au sein même d'une entreprise. «Le dernier semestre sera un semestre en entreprise où l'étudiant travaillera sur une thèse ou un projet important, lui donnant ainsi un tremplin vers le monde professionnel.»

Le recteur a précisé que l'université ne partait pas de zéro en la matière puisqu'elle est déjà impliquée dans un grand nombre de

projets technologiques et dispose par exemple de partenariats solides avec SES pour collaborer à la recherche des applications et des services satellitaires, des réseaux hybrides par satellite et des technologies de transmission et de réception. «Je peux dire que l'université est quasiment prête pour accueillir ce nouveau master ainsi que les futurs étudiants», a souligné Stéphane Pallage. Ce dernier table sur une vingtaine d'inscriptions en 2019.

À noter que l'université a également prévu de renforcer le nombre d'enseignants.